

# Quelles institutions pour demain? : Reflets du travail en atelier

Autor(en): **Erard, Henri**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Les intérêts de nos régions : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts jurassiens**

Band (Jahr): **72 (2001)**

Heft 1

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-824235>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Quelles institutions pour demain ?

# Reflets du travail en atelier

par Henri Erard,  
secrétaire général  
de l'Association régionale Jura

On observe souvent que les instruments qui seraient nécessaires pour gérer certaines situations actuelles n'existent pas. Il faut donc expérimenter de nouveaux outils. Si l'on constate que les problèmes changent, il faut donc trouver des nouveaux systèmes de gestion de ces problèmes. Par conséquent, un certain nombre d'expériences nouvelles doivent être réalisées. On peut d'ailleurs également s'intéresser à certaines tentatives déjà menées ailleurs.

Les discussions ont été articulées autour des quatre grands thèmes proposés :

- renforcement du législatif ;
- instauration d'un pouvoir «anticipatif» ;
- améliorer la communication ;
- favoriser l'émergence d'un nouveau citoyen.

## Renforcement du législatif

Les participants à l'atelier n'ont pas été totalement convaincus par cette option. Ils préfèrent des changements du système politique, par exemple des scrutins populaires basés sur des variantes, des débats sur les programmes gouvernementaux avant les élections, des sanctions pour les échecs en votation.

Il est apparu préférable, par exemple, de donner plus de compétences aux organes de contrôle mais aussi de revenir aux sources constitutionnelles. Par exemple, la Constitution jurassienne indique que le Parlement détermine la politique du Canton et que le Gouvernement la conduit. Or, en pra-

tique, c'est plutôt le Gouvernement qui initie la politique, le Parlement se contentant trop souvent de la ratifier, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Parmi les solutions proposées, on a mentionné la possibilité de mettre des services administratifs à la disposition du législatif, de professionnaliser les membres du législatif (donc de diminuer leur nombre), de former le personnel politique et d'assouplir les structures. Ces deux dernières propositions ne concernent pas seulement le législatif mais tout l'appareil politique. Il serait également souhaitable d'assurer une meilleure stabilité (dans la durée) de la composition des législatifs.

On peut relever encore les réflexions suivantes : d'une part, les législatifs n'ont pas forcément une moins bonne vision de l'avenir que les exécutifs. D'autre part, le pouvoir est fait pour être utilisé, et toutes les institutions n'en font pas le même usage.

## Nécessité d'un anticipatif

Ce thème est souvent abordé parce qu'il est spectaculaire. Dans le cadre de l'atelier, d'aucuns ont proposé de lui octroyer des compétences (par exemple un droit d'initiative) et des budgets, ce qui implique des responsabilités.

De tels outils existent déjà, par exemple : le Fonds national de la recherche scientifique en Suisse, Futuribles en France, le Conseil de l'avenir à Berne.

Le besoin principal de l'exécutif est d'être alerté.

On a également relevé qu'en politique, le fait de s'occuper du long terme n'est la tâche ni l'attribution de personne. En outre, appréhender le futur est par définition un acte politique et un lieu de conflits. Enfin, le système politique doit assurer la stabilité de l'Etat, ce qui peut se révéler contradictoire avec la notion même d'anticipation.

## Amélioration de la communication

Cet objectif, qui a été peu débattu, est agréé de manière quasi-unanime. Les médias traditionnels doivent bien entendu être utilisés ; quand aux nouveaux outils de communication (NTIC, internet), ils offrent plusieurs possibilités nouvelles. Il s'agit également d'étudier la revitalisation du système politique au travers de l'ensemble des médias disponibles.

## Emergence d'un nouveau citoyen

Le nouveau citoyen est celui à qui de nouvelles portes sont ouvertes et qui profite de les franchir. Il s'agit en principe de différentes formes de participation. Dans la mesure où les nouveaux enjeux appellent de nouvelles solutions, il y aura forcément un changement du pouvoir des citoyens par l'information qui leur est donnée. Le rôle de l'information est donc primordial. ■